



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°139 26 DECEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**KENYA
NOUVELLE
STRATEGIE
D'ELECTRIFICA-
TION NATIONALE
2018 – 2022**

**BURKINA FASO : LE
FONDS VERT POUR LE
CLIMAT (GCF)
APPROUVE UNE
ENVELOPPE DE 24,3 M
EUR POUR UN PROJET
SOLAIRE**

**G5 SAHEL : 1,4 MD
EUR DE PROMESSE DE
CONTRIBUTION POUR
LA REALISATION DU
PROGRAMME
D'INVESTISSEMENTS
PRIORITAIRES (PIP)**

**COTE D'IVOIRE :
SIGNATURE D'UNE
COOPERATION
RENFORCEE AVEC
L'AFD DANS LE
DOMAINE DE L'ENERGIE
RENOUVELABLE**

**CAMEROUN : LA
PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE DEMANDE
UN AUDIT DES
CONCESSIONS
ATTRIBUEES A ORANGE
CAMEROUN, MTN
CAMEROUN ET NEXTTEL**

**MAURITANIE :
L'AFD, L'UE ET LE
BIT AGISSENT POUR
LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

**SENEGAL : L'UE ET LE
SENEGAL SIGNENT UN
DOCUMENT DE
STRATEGIE CONJOINTE
DE PRES DE 492 MDS DE
FCFA (750 M EUR)**

**NIGER : L'UE ET LA
BEI VONT
FINANCER UN
PROGRAMME
D'ELECTRIFICATION
RURALE**

**MADAGASCAR :
AJOURNEMENT DU VOTE
DE LA LOI SUR LE
RECOUVREMENT DES
AVOIRS ILLICITES,
CONDITION A L'OCTROI
D'UNE ENVELOPPE DU
FMI**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Le taux de croissance du PIB de la CEMAC prévu à 1,5% en 2018 par la BEAC

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale tenue le 18 décembre 2018 à Yaoundé présente des perspectives positives pour la situation économique régionale. Outre la croissance qui passe de 0,2% en 2017 à 1,5% en 2018, le solde budgétaire connaîtrait un excédent à 0,8% du PIB en 2018 contre un déficit de 3,7% du PIB en 2017. Le taux de couverture de la monnaie serait supérieur à 60%.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Ecobank s'associe à MFS Africa pour faciliter les transactions d'un compte bancaire vers un compte mobile money

Le groupe bancaire panafricain *Ecobank Transnational Incorporated* a conclu un partenariat avec *MFS Africa*, une société panafricaine qui exploite et développe un réseau de paiements numériques sur le continent. L'accord vise à renforcer l'accès aux services financiers pour les clients des deux institutions. Les clients d'*Ecobank* pourront effectuer des transactions financières depuis leurs téléphones mobiles (via des comptes *mobile money*) vers des comptes bancaires *Ecobank*. L'opération inverse sera également possible. *MFS Africa* permettra à ses 170 millions d'utilisateurs de portefeuilles mobiles d'envoyer de l'argent directement vers des comptes bancaires *Ecobank*.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ G5 Sahel : 1,4 Md EUR de promesse de contribution pour la réalisation du Programme d'Investissements Prioritaires (PIP)

1,4 Md EUR de promesses de financement de la 1^{ère} phase du PIP a été annoncé aux pays du G5 Sahel lors de la conférence sur le financement du Programme d'investissements prioritaires (PIP), organisé le 6 décembre dernier à Nouakchott. Ces promesses ont été formulées par l'UE (800 M EUR), la France (500 M EUR) et l'Arabie Saoudite (100 M USD). Six secteurs sont concernés : l'agriculture, l'énergie, la décentralisation, la gouvernance, les services sociaux de base et la sécurité intérieure. Cette rencontre fait suite à une autre rencontre tenue à Bruxelles en février dernier et qui avait mobilisé 414 M EUR de promesses de financement pour appuyer la Force conjointe du G5 Sahel.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **L'Afrique de l'Ouest anglophone a reçu 2/3 des transferts de migrants vers l'Afrique sub-saharienne en 2018**

D'après la Banque mondiale, les transferts de migrants ont représenté 528 Mds USD dans le monde en 2018, un niveau encore jamais atteint. De ce volume, 8,5% a été à destination de l'Afrique sub-saharienne (45 Mds USD), en hausse de 9,8% par rapport à 2017. On estime que le Nigéria a reçu 25 Mds USD de transferts de migrants en 2018 et le Ghana 3,8 Mds USD (respectivement 22 Mds USD et 2,2 Mds USD en 2017), soit les deux plus gros volumes du sous-continent. Ces montants représentent 6,1% et 7,4% de leur PIB respectif (5,6% et 4,7% du PIB en 2017). Les transferts de migrants vers le Libéria ont représenté 13,1% de son PIB en 2018, contre 27% en 2017 (600 MUSD). De son côté, la Sierra Leone avait reçu 4,9 MUSD de transferts de migrants en 2017, soit 1,3% de son PIB.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Cameroun : le FMI approuve la 3ème revue de l'accord en faveur du Cameroun au titre de la Facilité Élargie de Crédit

La conclusion de cette revue par le conseil d'administration du FMI permet de décaisser environ 76,3 M USD. Il s'agit du quatrième décaissement du Fonds en faveur du Cameroun depuis le début du programme en juin 2017, soit un montant cumulé de 317 M USD sur un total de 483 M USD. Les performances à fin juin 2018 ont été jugées satisfaisantes par les équipes du Fonds, en revanche, il sera déterminant d'atteindre l'objectif de déficit budgétaire fixé à fin 2018. Il sera également essentiel pour 2019, de mettre en œuvre les mesures visant à mobiliser des recettes non pétrolières en éliminant progressivement les exemptions tout en rationalisant davantage les dépenses.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : approbation de la 2ème revue du programme FEC

Le Conseil d'administration du FMI a adopté la 2^{ème} revue du programme FEC (Facilité élargie de crédit). La performance de la Mauritanie a été jugée satisfaisante, avec un cadre macroéconomique stabilisé. Les services du FMI soulignent néanmoins qu'en dépit de perspectives favorables, des vulnérabilités et des risques persistent, notamment l'environnement international qui est de moins en moins favorable et les baisses des prix des exportations de produits de base qui pèsent sur les positions extérieure et budgétaire. L'achèvement de la revue permet aux autorités d'obtenir 16,56 M DTS (environ 22,9 M USD), ce qui porte le total des tirages à 49,68 M DTS (environ 68,7 M USD).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : la loi de finances 2019 adoptée par le parlement nigérien

Les députés nigériens ont adopté le 8 décembre 2018 la loi de finances pour l'année 2019 qui prévoit un budget annuel global de 2 050,8 Mds FCFA (3,1 Mds EUR), en hausse de 3,6% par rapport à la révision de la loi de finances 2018 et de 7,9% par rapport à la LFI 2018. C'est la première fois que le budget du Niger passe la barre de 2 000 Mds FCFA (3 Mds EUR). Cette enveloppe budgétaire est répartie comme suit : 20,5% pour l'éducation nationale, 16,9% pour le développement rural et la sécurité alimentaire, 14,4% pour la sécurité et 10,2% pour la santé.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : approbation de la 3^{ème} revue du programme FEC

Le Conseil d'administration du FMI a adopté la 3^{ème} revue du programme FEC (Facilité élargie de crédit). Cette décision permet de décaisser 14,1 M DTS (environ 17 M EUR), ce qui porte le total des décaissements à 56,4 M DTS (69 M EUR). Le conseil d'administration a également approuvé la demande de dérogation des autorités pour non observation du critère de performance sur l'apurement des arriérés de paiement intérieurs. Par ailleurs, en raison des déficits de financement imprévus dus à la situation sécuritaire, aux difficultés du secteur de l'uranium et aux besoins en matière de sécurité alimentaire, le FMI a accepté de porter l'accès aux ressources au titre de la FEC à 118,44 M DTS (144 M EUR, soit 90% de la quote-part du Niger).

✉ cossuc@afd.fr

▼ Ghana : l'inflation a atteint 9,3% en novembre

L'inflation en g.a. a diminué de 200pts de base pour atteindre 9,3% en novembre, soit son niveau le plus bas depuis 6 ans (-50 pdb sur les 3 derniers mois). Le principal facteur de cette baisse est le ralentissement de la hausse des prix des biens alimentaires (-30 pdb, +8,6%). Le taux d'inflation des biens importés demeure quant à lui stable (11,1%). Toutefois, les prix pourraient prochainement ré-augmenter du fait du taux de 5% de TVA non-déductible, voté l'été dernier, qui n'a pas encore été répercuté par les entreprises sur les consommateurs. Le gouverneur de la Banque centrale ghanéenne avait auparavant déclaré qu'une nouvelle baisse du taux d'intérêt directeur, aujourd'hui à 17% (-300pdb en 2018), pourrait être décidée lors des prochains comités monétaires de janvier ou de mars.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : hausse du PIB de 1,81% au 3e trimestre 2018 tirée par le secteur non-pétrolier

Cette hausse fait suite à la croissance de 1,95% en g.a. au T1 et de 1,5% au T2, selon le *National Bureau of Statistics*. Le secteur non-pétrolier a cru de 2,32%, tiré par le secteur des services de l'information et de la communication. Le secteur agricole a progressé de 1,91%, alors que le secteur pétrolier s'est de nouveau contracté de -2,91% après -4% au T2. La production de pétrole brut a recommencé à augmenter (1,94 Mb/j contre 1,84 Mb/j au T2), mais reste inférieure aux 2,02 Mb/j atteint au T3 2017. Pour rappel, le FMI projette une croissance du PIB nigérian de 1,9% en 2018. A noter également, l'inflation en g.a. a atteint 11,28% en novembre 2018, soit une hausse de 2 pdb par rapport à octobre 2018. Le FMI projette une inflation moyenne sur l'année de 12,4% en 2018.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : recul de 48,2% des flux de capitaux au 3e trimestre 2018

Selon le *National Bureau of Statistics*, les flux de capitaux entrés au Nigéria ont atteint 2,86 Mds USD au T3 contre 5,51 Mds USD au T2, soit une baisse de 48,2% (-31% en g.a.). Cette baisse s'explique par celle des investissements de portefeuille (de 4,11 Mds USD à 1,72 Md USD sur la période), alors que les investissements directs à l'étranger ont augmenté de 256 MUSD à 531 MUSD. Par ailleurs, l'excédent commercial est passé de 5,8 Mds USD au T2 à 1,9 Md USD au T3. En conséquence, les réserves de changes ont diminué, passant de 47,8 Mds USD en septembre 2018 à 42,8 Mds USD début décembre. A noter enfin, la Banque centrale a annoncé l'ajout des fertilisants à la liste de 41 produits pour lesquels l'accès au marché interbancaire de devises étrangères pour leur importation est interdit.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Vers un déficit budgétaire supérieur aux prévisions du budget

Selon l'agence de notation *Moody's*, le déficit budgétaire s'élèvera à 6,5 % du PIB (équivalant à 638 Mds KES), contre les 5,7 % initialement prévus dans le budget pour l'exercice se terminant en juin 2019. La dette publique totale, aujourd'hui à 57 %, atteindrait selon l'agence, 60 % du PIB à moyen terme. Cette dégradation de l'état des finances publiques devrait conduire à des conditions d'emprunts plus défavorables sur les marchés internationaux.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Ajournement du vote de la loi sur le recouvrement des avoirs illicites, condition à l'octroi d'une enveloppe du FMI

Après sept ajournements, la loi sur le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme a été adoptée par l'Assemblée nationale le 13 décembre. Néanmoins, le vote de la loi sur le recouvrement des avoirs illicites a été reporté à une prochaine session extraordinaire. Sans l'adoption effective de ces deux lois, Madagascar ne pourra bénéficier d'une enveloppe additionnelle de 44,25 MUSD issue du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI ; le pays pourrait par ailleurs entrer sur la liste grise du Groupe d'action financière internationale (GAFI). Selon le rapport d'octobre 2018 du Groupe anti-blanchiment d'Afrique orientale et australe (GABAOA), Madagascar figure en effet parmi les pays à risque en matière de blanchissement d'argent.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : Vers une augmentation du ratio recettes fiscales sur PIB

Selon l'*Ouganda Revenue Authority* (URA), le poids des recettes fiscales rapporté au PIB a augmenté : il s'établit à 14 % en 2017/18 contre 12 % l'année précédente. Cette amélioration serait imputable à la mise en place de nouvelles taxes sur les fournisseurs de service *over-the-top* (OTT) par exemple ou encore sur l'accès aux réseaux sociaux. Depuis le 1er juillet 2018, une taxe de 0,05 USD par jour pour accéder à des plateformes de médias sociaux est ainsi effective : elle concerne notamment *Facebook*, *WhatsApp*, *Twitter* et *LinkedIn*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Forte dévaluation de la livre soudanaise et aggravation de l'assèchement des liquidités

Entre le 9 et le 13 décembre, la livre soudanaise a perdu 27 % de sa valeur. La plus forte chute, de 15 % en un jour, a été observée le 11 décembre. Cette dévaluation a précipité les achats de carburant, ce qui s'est traduit par l'allongement des durées d'attente aux stations-services dont beaucoup étaient d'ailleurs en rupture de stock le 12 décembre, avant d'être réapprovisionnées. Alors que la situation monétaire semble ainsi s'aggraver, les autorités maintiennent les limitations sur les retraits journaliers en espèces, plafonnées à environ 4 EUR (soit 300 livres soudanaises) depuis février dernier. Cette situation accroît la méfiance des soudanais envers leur banque : ces derniers préférant stocker leurs liquidités chez eux, fragilisant *de facto* encore un davantage le système bancaire.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Lancement de cartes fiscales afin d'améliorer la collecte de revenus

Le président Magufuli a lancé officiellement des cartes d'identité spéciales à destination des vendeurs de rue - les *machingas*- dont le capital de l'entreprise est inférieur à 1740 USD. La possession de cette carte suffit à être en règle avec les autorités fiscales. Vendues à environ 10 dollars l'unité, ces cartes permettront à la *Tanzania Revenue Authority* d'améliorer ses recettes fiscales et d'inciter à la formalisation. Selon le gouvernement, 670 000 cartes auraient déjà été distribuées.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Niger : le fisc fait fermer les locaux d'Airtel Niger suite à un redressement fiscal contesté

La Direction générale des impôts a ordonné le 7 décembre 2018 la fermeture des locaux professionnels de Celtel Niger S.A. (opérant sous la marque « Airtel ») sur la base de réclamations d'impôts. Cette décision intervient une semaine après une mesure similaire prise à l'encontre d'Orange Niger. En octobre 2018, un redressement fiscal de 94 M EUR avait été notifié à Airtel Niger. Présente au Niger depuis 2001, Airtel détient plus de 51% des parts du marché avec plus de 4,4 millions d'abonnés. C'est également le seul opérateur à avoir acquis une licence 4G en avril 2018. Airtel Niger s'est dit résolue à maintenir un dialogue constructif afin de trouver une issue mutuellement acceptable.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Kenya : Plusieurs entreprises publiques touchées par la corruption

Dans le cadre de la lutte contre la corruption menée par le gouvernement, plusieurs dirigeants de sociétés d'Etat ont été accusés de multiples infractions au cours des cinq derniers mois. Leur départ a créé des postes vacants de haut niveau dans le secteur public, ouvrant la voie à des luttes internes. Au moins huit grandes entreprises sont concernées : la *Kenya Power Loading*, la *National Hospital Insurance Fund* (NHIF), la *National Cereals and Produce Board* (NCPB), la *National Land Commission* (NLC), la *Kenya Wildlife Services* (KWS), la *Kenya Forest Services* (KFS), *Kenyatta National Hospital* (KNH), et la *National Social Security Fund* (NSSF).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : l'entreprise indienne Kalpataru décroche un marché de 110 M USD dans le transport électrique

Le ministère de l'Eau et de l'énergie (Minee) annonce l'attribution de la construction de la ligne de transport d'énergie électrique de 225 kV entre Nkongsamba-Bafoussam et Yaoundé-Abong-Mbang à l'entreprise indienne Kalpataru. La convention de financement, d'un montant de 110 M USD, a été signée avec *Exim Bank India*. Ce projet vise principalement à interconnecter le Réseau Sud à celui de l'Est du pays à travers le poste d'Abong-Mbang.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : deux accords de financement pour le développement local signés avec la Banque mondiale et l'Allemagne

Le premier accord signé avec la Banque mondiale concerne un don de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) destiné à soutenir le Projet d'urgence pour le financement des dépenses récurrentes (PUFDR). Ce projet vient aider le gouvernement dans ses efforts d'amélioration de la sécurité alimentaire, de l'offre des services de base en matière de santé et d'éducation dans les régions touchées par la crise, notamment celles du Nord, du Sahel et de l'Est du pays. Le second accord, signé avec l'Allemagne, concerne un don de 18,4 Mds FCFA (28 M EUR) qui servira à financer la phase III du fonds de développement communal (FDC) et à soutenir le secteur de l'eau et de l'assainissement.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la BADEA finance deux projets à hauteur de 40 M USD

Le gouvernement burkinabè et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) ont signé le 6 décembre en Mauritanie, deux accords de financement sous forme de prêts à hauteur de 40 M USD pour le financement de deux projets. Le premier projet estimé à 20 M USD porte sur la construction de la route Tougan-Ouahigouya. Le second projet porte sur la mise en place d'une ligne de crédit de 20 M USD ayant pour objectif de contribuer au développement de l'emploi et des activités génératrices de revenus au Burkina Faso. Ce financement viendrait en appui aux différents secteurs de l'économie, tels que l'agriculture, l'agro-industrie, le transport, l'artisanat et les activités éligibles au secteur informel.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : réhabilitation du rail Abidjan-Ouagadougou

Les parlementaires burkinabè ont adopté le 4 décembre 2018 la nouvelle concession pour la gestion et l'exploitation du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou, conclue entre le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le groupe Bolloré. La Société internationale de transport africain par rail (Sitarail, filiale du groupe Bolloré) a désormais la responsabilité des investissements pour le renouvellement complet de 852 km de voies ferrées (sur les 1 260 km reliant Abidjan à Ouagadougou) et la maintenance des infrastructures du réseau. D'un montant de 400 M EUR, le programme d'investissement prévoit des travaux de réhabilitation et d'aménagement regroupés en deux tranches dont la première (130 M EUR) devrait être achevée dans un délai de deux ans.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le Fonds vert pour le climat (GCF) approuve une enveloppe de 24,3 M EUR pour un projet solaire

L'enveloppe participe au projet de déploiement de mini-réseaux solaires dans 100 villages du Burkina Faso, dans le cadre du projet dénommé « Yeleen ». Cette somme représente la moitié de l'investissement nécessaire à la réalisation du projet dont le but est de réduire la dépendance du pays à l'égard des combustibles fossiles et faciliter l'accès à l'électricité. Seulement 3% des zones rurales sont électrifiées au Burkina Faso.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : un nouveau projet pour promouvoir les filières agricoles

Ce projet (Projet d'appui à la promotion des filières agricoles – PAPFA) bénéficie de l'appui du Fonds international de développement agricole (FIDA). D'un coût global de 71,7 M USD, le PAPFA couvre les régions des Hauts-Bassins, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun et touchera directement près de 57 000 ménages, soit 342 000 producteurs affiliés aux Chambres régionales d'agriculture (918 sous-projets d'accès au marché, réhabilitation de 3 000 ha de bas-fonds, réalisation de 800 ha de petits périmètres maraîchers, aménagement de 100 km de pistes de desserte, réalisation de 90 magasins de stockage, création de 5 centres de ressources en entrepreneuriat rural et formation de 4 440 producteurs).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : renouvellement de l'accord avec l'Afreximbank pour la construction du parc industriel PK24

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) et le Vice-Président de la Côte d'Ivoire Daniel Kablan Duncan, ont renouvelé l'accord-cadre portant sur la réalisation d'un parc industriel à PK24. Le coût de ce parc est estimé à 256 M EUR et permettra de créer 10 000 emplois directs.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : construction de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké / Section Tiébissou-Bouaké

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a lancé les travaux financés par la banque d'import-export chinoise. Long de 95 km, le tronçon devrait être achevé dans 36 mois. Les travaux sont réalisés par l'entreprise *China Railway Design Corporation* (CRDC).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : l'AFD, l'UE et le BIT agissent pour la formation professionnelle

L'AFD propose un appui de 3,5 M EUR sur un cofinancement du Projet Ecoconstruction Bâtiment, dit PECOBAT, initié par l'Union européenne à travers le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, et mis en œuvre par le Bureau international du travail (BIT). Le projet PECOBAT favorisera l'insertion économique et professionnelle des jeunes par la dynamisation de l'économie et du développement local dans les régions du Sud de la Mauritanie : l'Assaba, du Gorgol et du Guidimakha. A travers le projet, 1 720 jeunes seront formés sur ces chantiers écoles dont 25% de femmes, et 10 écoles et collèges seront construits en matériaux locaux dans les programmes d'investissement publics.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : l'UE et la BEI vont financer un programme d'électrification rurale

L'Union européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) vont soutenir le Programme d'électrification rurale du Niger. Ainsi, les deux structures ont signé avec le gouvernement nigérien, en marge du Sommet du G5 Sahel tenu le 6 décembre 2018 à Nouakchott en Mauritanie, une convention de financement d'un montant de 75 M EUR. Ce montant est composé de 18 M EUR en don de l'Union européenne et de 57 M EUR sous forme de prêt de la BEI.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : abrogation définitive du prêt de 1 Md USD de l'Exim-Bank chinoise

L'assemblée nationale du Niger a adopté le 6 décembre le projet de loi portant abrogation de la convention cadre de crédit signée le 30 septembre 2013 à Pékin (Chine) entre le gouvernement du Niger et la Banque Export Import de Chine (*Exim Bank*) d'un montant de 1 Md USD, relative au financement de divers projets au Niger. Cette convention de prêt entre le gouvernement et l'Exim Bank chinoise avait fait l'objet de nombreuses controverses.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : l'UE et le Sénégal signent un document de stratégie conjointe de près de 492 Mds de FCFA (750 M EUR)**

Le ministre sénégalais de l'économie, des finances et du plan et la cheffe de la Délégation de l'Union européenne au Sénégal ont paraphé un nouveau document de stratégie conjointe couvrant la période 2018-2023 pour un montant de plus de 750 M EUR. Ce document sert de cadre commun de coopération entre l'UE, ses Etats membres et le Sénégal. La programmation a été cosignée par les représentants de l'UE, la Belgique, l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays Bas, la République Tchèque, la Roumanie, l'Autriche, le Portugal, la Pologne et la Banque européenne d'investissement (BEI).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Millenium challenge corporation (MCC) mobilise 600 M USD au Sénégal pour l'énergie**

Le Premier ministre sénégalais et le secrétaire d'État américain ont signé à Washington, un nouveau *Compact quinquennal* (« Compact pour l'énergie ») qui vise à renforcer le secteur de l'énergie. Ce programme est assorti d'un financement de 600 M USD, dont 550 M USD apporté par les Etats-Unis sous forme de don et 50 M USD mobilisé par le gouvernement du Sénégal. Ce « Compact pour l'énergie » a trois axes d'intervention : (i) modernisation et renforcement du réseau de transport de la SENELEC, (ii) élargissement de l'accès à l'électricité dans les zones rurales et périurbaine (iii) environnement porteur et développement des capacités du secteur de l'électricité.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le gouvernement s'associe à Ethiopian Airlines pour créer une compagnie aérienne nationale**

Le gouvernement du Ghana et *Ethiopian Airlines* ont signé un Protocole d'Accord (MoU) en vue de constituer une nouvelle compagnie nationale aérienne. L'entreprise éthiopienne devrait y prendre une part minoritaire (49%) aux côtés de l'Etat (10%) et d'investisseurs ghanéens (41%). Elle équiperait la compagnie en appareils et en piloterait les opérations. Cette coopération pourrait ainsi donner naissance à une troisième compagnie commerciale ghanéenne, après les lancements d'*AWA* et de *Passion Air*, qui opèrent essentiellement des vols intérieurs et quelques dessertes régionales. Il s'agit de la troisième tentative gouvernementale de créer une compagnie nationale, après la mise en faillite de *Ghana Airways* en 2005 et *Ghana International Airlines* en 2010.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) accorde un prêt de 600 MUSD à Heirs Holdings**

L'*Afreximbank* a accordé un prêt de 600 MUSD à *Heirs Holdings* en soutien à son développement dans les domaines de l'électricité, du pétrole et du gaz en Afrique. L'accord a été signé à l'occasion de la Foire du commerce intra-africain organisée par l'*Afreximbank* au Caire. Un accord avait déjà été signé en juillet 2017 entre les deux entités pour un prêt de 100 MUSD. *Heirs Holdings* est l'un des principaux fonds d'investissement panafricains, avec un portefeuille couvrant des secteurs tels que l'immobilier (*Transcorp Hotels*), l'énergie (*Transcorp Power*, *Transcorp Energy*), les services financiers (*United Bank for Africa*, *UBA*), l'agriculture ou la santé (*Avon Medical* et *Avon HMO*). Il a été fondé par son président actuel, Tony Elumelu, également président d'*UBA* et de la Fondation Tony Elumelu.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : signature d'un partenariat entre la Compagnie de transmission du Nigéria (TCN) et General Electrics, financé par l'Agence française de Développement (AFD)**

Le contrat d'ingénierie, approvisionnement et gestion de construction (EPC) doit permettre la construction de 4 postes électriques (ou sous-stations) à Abuja. Ce partenariat est financé par l'AFD via le projet de renforcement du réseau de transport d'électricité autour d'Abuja, d'une valeur de 170 MUSD. Il prévoit la construction de 6 lignes comprenant une ligne d'alimentation haute tension de 165km reliant Abuja à la ligne existante entre Jos et Makurdi (État de Benue), plusieurs autres lignes de 132KV, l'extension de l'ancienne sous-station d'Apo et la construction de 5 sous-stations. Pour rappel, la capacité énergétique installée au Nigéria est de 12 600 MW pour une capacité réellement disponible d'environ 5 000 MW et une demande totale estimée à plus de 20 000 MW.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : la Guma Valley Water Company (GVWC) signe un protocole d'accord avec Ghana Water Company**

Le protocole d'accord (MoU) de deux ans doit permettre un transfert de connaissances entre les deux entreprises. Un comité permanent, coprésidé par les directeurs des deux institutions, a été mis sur pied pour superviser sa mise en œuvre. L'envoi d'experts à Freetown et d'employés de la GVWC à la *Ghana Water Training School*, école de formation technique de la GWCL, est prévu par l'accord. La GVWC appartient à l'Etat sierra léonais et au Freetown City Council. Elle est en charge de la distribution d'eau dans la capitale mais fait actuellement face à des défis opérationnels importants (insuffisances dans les capacités techniques et organisationnelles, faiblesse des revenus collectés, sous-investissement chronique et vieillissement des infrastructures).

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Financement d'un projet d'assainissement de 62,914 MEUR de la BAfD**

La BAfD a accordé un prêt de 62,914 MEUR (soit 7,3 Mds KES) à l'Etat kenyan dans le cadre de la deuxième phase du projet de réhabilitation et de restauration du bassin des rivières de Nairobi. La première phase du projet a été financée par l'AFD à hauteur de 20 MEUR. Ce projet vise la construction d'un réseau d'égouts de 220 km et d'une usine de traitement des déchets à Dandora, banlieue de Nairobi qui abrite la plus grande décharge de déchets du pays. Environ 500 000 personnes devraient bénéficier de cette réhabilitation.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Rwanda : Prêt de la Banque Mondiale de 150 MUSD pour le financement de logements sociaux**

La Banque Mondiale et le gouvernement rwandais ont signé un accord de prêt de 150 MUSD visant à renforcer l'offre de financement du logement, au profit des populations à revenus modestes. Le renforcement de l'offre de financement à long terme permettra d'accompagner le développement du marché hypothécaire. Selon la Banque Mondiale, ce projet devrait permettre la création d'emplois grâce à un fort effet multiplicateur sur l'ensemble de l'économie, en particulier sur les secteurs de la production de matériaux de construction et des produits finis ainsi que des services financiers.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Lancement d'un projet de barrage en partenariat avec l'Egypte**

Le gouvernement tanzanien a signé en présence du Premier Ministre égyptien et des deux contractants égyptiens, *Arab Contractor* et *El Sewedy Electric* le projet de barrage de *Stiegler's Gorge* (situé à 220 kilomètres de Dar es Salaam). Le coût de la construction qui s'étalera sur une période de 36 mois est estimé à 2,9 Mds USD. Le barrage qui produira 2,115 MW d'électricité avec un réservoir de 35,2 milliards de mètres cubes d'eau, prendra place au sein de la réserve animalière du Selous. Pour l'heure, le montage financier n'est pas dévoilé.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Energie et matières premières

▼ Côte d'Ivoire : signature d'une coopération renforcée avec l'AFD dans le domaine de l'énergie renouvelable

Le Ministère ivoirien du Pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables a annoncé la signature d'une convention visant une coopération renforcée dans le domaine de l'énergie durable. Celle-ci se matérialisera par un financement de 80 M EUR de l'AFD pour la construction d'une centrale électrique solaire flottante, une première en Afrique.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Total et le ministère du pétrole signent trois protocoles d'accord

Deux protocoles d'accord octroient à Total des nouveaux contrats d'exploration et de production sur les blocs C15 et C31, situés en eau profonde et couvrant une superficie totale de 14 175 km². Total sera l'opérateur de ces deux blocs avec une participation de 90%. Les 10% restant seront détenus par la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier. Le 3^{ème} protocole concerne la mise en place d'un fonds de développement destiné au renforcement des capacités de production électrique des centrales solaires de Néma et de Kiffa. Il sera abondé par Total à hauteur de 5 M USD.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : signature d'un contrat de 18,9 MEUR entre l'Etat et le Nigérian MBH Power Limited pour la construction d'un réseau de distribution d'électricité à Monrovia

Cette signature fait suite à un appel d'offre public remporté par *MBH Power Limited*, une entreprise du groupe nigérian *Tolaram*, pour l'ensemble du lot 2 du Projet de consolidation du transport d'électricité de Monrovia, financé par l'Union européenne (UE). Le projet devrait permettre de relier 38 000 foyers au réseau électrique. Pour rappel, ce contrat fait suite à celui signé en août 2018, également avec l'UE et *MBH Power Limited*, pour le lot 1 du projet d'un coût de 18,5 MEUR, qui prévoit la construction de lignes de transmission et de postes électriques (ou sous-stations) à Monrovia. Le taux d'électrification du Libéria était estimé par l'*USAID* à seulement 12% en 2017.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya Nouvelle stratégie d'électrification nationale 2018 – 2022

La stratégie d'électrification nationale du Kenya, lancée en décembre 2018 par le ministre de l'énergie, vise à atteindre l'objectif d'accès universel à l'électricité d'ici 2022. Cette stratégie a été développée en étroite concertation avec les principaux bailleurs du Kenya, dont la Banque mondiale, l'AFD, la BAD, la BEI, l'UE, *Power Africa* et JICA, et les acteurs publics du secteur, comme le régulateur ERC, le distributeur KPLC, et le producteur *KenGen*. Les autorités des 47 comtés, le secteur privé, et la société civile ont également pu présenter leurs positions. Les principaux axes de cette stratégie sont : (i) la prééminence du réseau national, qui devrait représenter 60 % des futures connexions, (ii) le choix des solutions solaires individuelles pour les consommateurs trop petits ou trop éloignés du réseau national, soit 40 % des futures connexions, (iii) le développement marginal des mini-réseaux qui sera concentré principalement au Nord et à l'Est du Pays, (iv) l'application d'un tarif uniforme de l'électricité sur tout le territoire, qui impliquera la mise en place d'un mécanisme de subventions pour les consommateurs hors-réseau.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Cameroun : la présidence de la République demande un audit des concessions attribuées à Orange Cameroun, MTN Cameroun et Nexttel

C'est dans une correspondance datée du 10 décembre 2018, que le secrétaire général de la présidence de la République commande cet audit au ministre délégué chargé du Contrôle supérieur de l'Etat, sans spécifier pourquoi cette enquête est ordonnée. Pour mémoire, en 2015, MTN et Orange ont payé chacune après d'après discussions, 75 Mds FCFA, pour le renouvellement de leurs licences assorties de l'autorisation de déployer les technologies 3G et 4G. *Nexttel* a pour sa part, signé son contrat de concession en 2012 et n'a débuté ses activités qu'en 2014. L'entreprise vietnamienne a déboursé 20 Mds FCFA pour obtenir la licence 3G au Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Airtel Congo lance sa 4G

Airtel Congo a lancé sa 4G, le 13 décembre à Brazzaville, grâce à un investissement de plus 20 Mds FCFA (30 M EUR). L'opérateur qui dispose de 2,4 millions d'abonnés au Congo et qui couvre plus de 83% de la population devance son principal concurrent MTN qui, après deux années de lancement de la technologie 4G, enregistre un peu plus de 50% de couverture. Les abonnés bénéficieront d'une navigation internet plus rapide. Les prix des forfaits proposés par l'opérateur restent les mêmes.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : ouverture prochaine de deux nouvelles liaisons directes Abidjan-Washington et Abidjan-Montréal**

Le ministre ivoirien du Transport, Amadou Koné a fait cette annonce au sortir de la 5^{ème} édition des rencontres sectorielles du Comité de concertation Etat-secteur privé (CCESP) dédié au secteur des transports.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 450 nouveaux autobus à gaz réceptionnés par la SOTRA**

Le ministre des transports, Amadou Koné, a remis officiellement 450 nouveaux autobus à gaz de marque Iveco, à la Société des transports abidjanais (SOTRA). Ces autobus entreront en circulation dans deux semaines. Avec cette acquisition, le parc automobile de la SOTRA s'élève à 1155 autobus et pourra passer de 45 000 à 90 000 passagers par jour.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Tigo acquiert sa licence 4G**

Tigo Sénégal et l'Agence de régulation des télécommunications et des postes (ARTP) viennent de signer la convention de concession relative à l'exploitation d'un réseau de télécommunications mobiles 4G ouvert au public. Deuxième opérateur de téléphonie dans le pays (derrière Orange qui détient plus de 60% du marché), le groupe Tigo a été racheté en avril 2018 par le consortium Axian, Teyliom et NJJ (Xavier Niel). L'objectif pour Tigo Sénégal, à travers cette acquisition, est de consolider sa position dans les télécommunications, l'accès à Internet et les services mobiles innovants.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Congo-Brazzaville : L'Africaine des assurances s'installe à Brazzaville

Le groupe béninois l'Africaine des assurances a officiellement lancé les activités de sa filiale congolaise, le 13 décembre à Brazzaville. Déjà implantée au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Togo, en Guinée équatoriale et au Cameroun, la structure a rejoint le marché congolais depuis huit mois et vient s'ajouter aux sept sociétés d'assurances que compte le pays, dont deux sociétés d'assurance-vie et cinq d'assurance non-vie. Avec un chiffre d'affaires de 60 Mds FCFA (91 M EUR) réalisé par le secteur en 2017 - en progression de près de 9% par rapport à 2016 - et un taux de pénétration des produits d'assurance de 1,4%, la République du Congo occupe la 5^{ème} place de la zone Cima en termes de niveau d'activités.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : le groupement GIRUS GE-IRC Consulting retenu pour l'élaboration d'un dispositif de gestion de la propreté urbaine

Le bureau d'études français GIRUS GE, en collaboration avec le béninois IRC Consulting, a été sélectionné pour la conception, le suivi et le contrôle d'un dispositif opérationnel de gestion de la propreté urbaine des communes d'Abomey-Calavi, Cotonou, Porto-Novo, Sèmè-Kpodji et Ouidah. Il s'agit de réaliser une cartographie des lieux et de procéder à l'élaboration d'un plan organisationnel et opérationnel de gestion de la propreté dans les 5 communes bénéficiaires. Il s'agit de la seconde mission du groupement, après celle effectuée dans le cadre de la conception du projet de modernisation de la gestion des déchets solides du Grand-Nokoué.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : gestion du terminal fruitier confiée à la Compagnie Fruitière

Une convention de concession du terminal fruitier du Port autonome d'Abidjan a été signée entre l'Etat et la société Eolis-CI, membre du groupe Compagnie fruitière, qui figure parmi les leaders mondiaux de la production fruitière. La société investirait 22 Mds FCFA (33,5 M EUR) afin d'augmenter l'offre de chambres froides à température contrôlée et de construire un poste à quai de 12 m de tirant d'eau. Les négociations de la convention avaient commencé en 2016 et leur aboutissement s'inscrit dans la volonté du gouvernement de moderniser les ports ivoiriens. Le quai fruitier traite en moyenne 250 000 t de fruits par an, principalement bananes et ananas.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : la fusion entre les banques publiques *Agricultural Development Bank* (ADB) et *National Investment Bank* (NIB) finalement suspendue**

Le gouvernement est revenu sur sa décision de fusionner les banques publiques ADB et NIB. Celle-ci avait été prise en vue de l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier du rehaussement du seuil de capital minimum requis pour les établissements bancaires de 120 à 400 MGHC (85 MUSD). D'après le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, seule ADB devrait bénéficier d'une augmentation de capital de la part de l'Etat, tandis que la NIB ferait l'objet d'une restructuration, du fait de ses difficultés financières. Pour rappel, le non-respect de ce nouveau seuil pourra entraîner une rétrogradation au statut de « *Savings & Loans* » voire une révocation de la licence bancaire. La Banque centrale estimait récemment que 22 banques devraient conserver leur statut après l'entrée en vigueur de cette réforme.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Livraison du 10ème Airbus A350-900 à Ethiopian Airlines.**

Lors d'une cérémonie organisée le 14 décembre 2018 en présence de son PDG, la compagnie nationale *Ethiopian Airlines* a reçu son 10^{ème} long-courrier Airbus A350-900, sur les 24 commandés. Avec ce nouvel avion assemblé à Toulouse, la flotte d'*Ethiopian Airlines* s'établit désormais à 109 appareils contre un objectif de 140 appareils d'ici 2025.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Fastjet, compagnie aérienne sud-africaine, en mauvaise posture.**

Lancée en 2012, la compagnie aérienne sud-africaine, *Fastjet*, n'opèrera plus en Tanzanie. La *Tanzania Civil Aviation Authority* a en effet annoncé que la compagnie n'avait pas les qualifications requises pour opérer dans le pays et lui a donc retiré sa licence. L'autorité a également déclaré que *Fastjet* devrait payer près d'un demi-million de dollars à ses fournisseurs. Fort de ces difficultés financières, la compagnie pourrait être reprise par des investisseurs tanzaniens.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : nomination d'un nouveau ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables

La présidence ivoirienne a annoncé la nomination de Cissé Abdourahmane, Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables, en remplacement de Thierry Tanoh. Avant sa nomination à ce poste, Cissé Abdourahmane occupait des fonctions au sein du Cabinet du président de la République (Conseiller spécial sur les questions économiques), qu'il avait rejoint suite à son départ du gouvernement le 19 juillet 2017.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Gambie : sommet régional en Gambie sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Les représentants des pays ouest-africains se sont réunis du 3 au 5 décembre en Gambie pour évoquer la situation alimentaire et nutritionnelle de la région, à l'occasion de la Semaine du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Ce rassemblement annuel a été l'occasion de surveiller les risques dans la région en matière alimentaire. La saison agricole 2018 est jugée bonne, avec notamment la production de plus de 70 millions de tonnes de céréales, un chiffre qui selon les congressistes reste insuffisant pour assurer la sécurité alimentaire sur tout le territoire.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : visite de travail de la Directrice Afrique de l'AFD

La Directrice Afrique de l'AFD a séjourné du 10 au 12 décembre à Conakry. Cette mission avait pour objet d'échanger avec les autorités guinéennes sur les activités de l'AFD dans le pays et leurs perspectives, notamment dans les secteurs prioritaires de l'agence : éducation-formation professionnelle, développement des territoires ruraux et infrastructures avec un prisme à la faveur de l'énergie et de l'eau.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

